

7 octobre 2016 – Projet de loi C-24 – est-il équitable que ce vote soit pris par le Comité spécial sur la réforme électorale?

00:01 heure du Pacifique – le délai pour votre fuseau horaire est de minuit le 7 octobre 2016

J'estime que le Canada et toutes les provinces et territoires qui le composent doivent voter démocratiquement et que les électeurs ne doivent pas être achetés. J'estime aussi que les gouvernements ne doivent pas être payés par les grandes corporations ou les grandes entreprises pour faire de la publicité électorale et qu'un plafond devrait être fixé sur les dépenses allouées à la propagande électorale et à la promotion des candidats. Je vois que ces règles n'existent pas en Colombie-Britannique étant donné que la première ministre Christy Clark, par exemple, a décidé de ne pas faire siéger la législature cet automne afin qu'elle puisse mener sept à neuf campagnes préélectorales en vue de l'élection qui se tiendra en mai 2017 en Colombie-Britannique, comme je l'ai entendu dans les bulletins d'information et lu dans les journaux locaux. Nous la payons avec nos impôts pour qu'elle mène les affaires du gouvernement pour nous les contribuables; la session d'automne devrait être déduite de son chèque de paie comme ce serait le cas pour tout autre citoyen qui n'est pas payé s'il ne fait pas son travail.

Il devrait y avoir des lois uniformes pour toutes les élections que ce soit au niveau provincial ou au niveau fédéral partout au Canada!

Les libéraux ne font pas preuve de sens démocratique et ils ne donnent pas aux contribuables la possibilité de voter sur des enjeux tels que les compteurs intelligents, qui affectent notre santé; mentionnons également le barrage du site C qui a inondé la vallée de la rivière Peace et qui a été aménagé malgré l'opposition des autochtones concernés, et la construction des pipelines sans l'assentiment de la population, tous ces gestes posés détruisent notre environnement; l'habitat des poissons et des abeilles se détériore aussi en raison des champs électromagnétiques (EMF). Des médecins ont organisé des réunions pour démontrer les effets de la pollution électrique sur la rupture de notre ADN, notamment l'émergence d'un plus grand nombre de cas de cancers et de décès; un plus grand nombre d'enfants doivent subir des interventions chirurgicales selon l'information transmise dans les journaux et les autres médias d'information. J'ai assisté aux audiences à Kelowna pendant une semaine et j'ai soumis une lettre vers le 13 mars 2014 et j'ai lu 11 ou 12 livres exposant les preuves soumises par les médecins; j'ai vu les médecins transmettre l'information au moyen de Skype pendant environ une semaine à l'édifice de Fortis. J'ai également assisté aux audiences du 7 novembre 2013 pour lesquelles j'avais soumis une lettre et j'ai entendu tous les témoignages et pris connaissance des éléments de preuve présentés. Je me demande pourquoi il n'y a pas de consultation publique qui permettrait à la population d'approuver ou de refuser un projet lorsqu'il existe des faits probants indiquant que le projet a des effets néfastes pour notre santé ou celle des abeilles, entre autres?

Extrait : de la page A7 du journal Daily Courier de Kelowna, Il n'est pas trop tard pour mettre un frein au projet Site C (*It's Not too late to stop Site C*) article de Bob Fedderly et Charlie Lake. Il faudrait tenir compte de l'avis des contribuables, des autochtones et de tous les citoyens qui pourraient voter sur les enjeux importants; il faut aussi protéger notre territoire agricole qui a été retiré des réserves de terres agricoles de catégories 1 et 2 en C.-B. afin que le gouvernement puisse inonder la vallée de la rivière Peace. Le gouvernement prend des décisions et modifie les

lois et nous payons davantage d'impôt et l'argent de nos taxes sert à ces projets néfastes au lieu de servir à trouver de nouvelles initiatives plus sécuritaires; le gouvernement devrait nous faire voter avant de dépenser tout l'argent de nos impôts au bénéfice d'autres pays; et cela avant de dépenser l'argent pour nos propres gens; comme sur la côte Est par exemple où les autochtones n'ont pas accès à de l'eau potable, ce qui a été annoncé dans un bulletin d'information; je crois que c'était au Nouveau-Brunswick; comment se fait-il que nous n'aidions pas nos propres concitoyens en premier en leur fournissant de l'eau potable, de la nourriture, des routes, du logement, des soins médicaux et l'accès à une bonne éducation au lieu de donner tout l'argent de nos impôts à d'autres pays? JE SUIS un contribuable et une personne âgée et j'ai de nombreux handicaps; je ne peux recevoir de soins médicaux appropriés et me nourrir convenablement, car je n'ai pas assez d'argent. Un grand nombre de Canadiens sont dans la même situation; je me demande pourquoi le gouvernement ne nous fait-il pas voter lorsqu'il doit prendre de grosses décisions; il pourrait y avoir un référendum ou un vote démocratique.

Le gouvernement fédéral nous permet maintenant d'inviter le grand public à participer au système électoral. Pour favoriser la prise des meilleures décisions, tous les points de vue doivent être pris en considération, il ne faut pas que le gouvernement impose seulement ses décisions à tous les Canadiens au détriment de l'environnement comme dans le cas des pipelines, du barrage du site C, des réseaux WI-FI dans les écoles et des compteurs intelligents. Voilà des problèmes qui se posent dans nos gouvernements et le système électoral devrait représenter de façon précise les opinions des électeurs; est-ce que vous aimeriez que votre ferme ou votre domicile soient inondés sans que vous ayez un seul mot à dire? Est-ce que cela représente notre Canada démocratique et que faisons-nous des droits de la personne et de nos droits de protéger notre santé et nos foyers? Pourquoi le gouvernement nous oblige-t-il à accepter ces projets alors qu'il est payé pour nous protéger? La bible dit ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fasse; ce qui est seulement le gros bon sens! Dans le Capital News de Kelowna, dans l'édition du 5 octobre 2016, je crois, dans le courrier des lecteurs, Dave Carter de Castlegar a écrit ce qui suit : « ... notre capacité de voter et d'être représentés équitablement est au cœur de nos droits démocratiques. Le système électoral que nous utilisons actuellement (uninominal majoritaire) nous donne des résultats d'élection faussés faisant en sorte que certains votes sont surreprésentés et que d'autres ne sont pas représentés du tout. Cela encourage la division et le renforcement du pouvoir dans notre gouvernement [...] Les problèmes que devra affronter notre pays dans l'avenir (et le rôle de notre pays dans les affaires internationales) sont difficiles et complexes. Pour que le gouvernement soit en mesure de prendre les meilleures décisions, tous les points de vue doivent être pris en considération [...] Pour favoriser cela, un système électoral représentant adéquatement les opinions de l'électorat doit être instauré [...] » Je suis du même avis que Dave Carter et je crois qu'il tenir compte de tous les points de vue; les sujets mentionnés ne représentent qu'une partie des problèmes. Je compare l'aide du gouvernement à une famille, vous commencez par régler les problèmes à la maison; il semble que trop d'argent soit dépensé négligemment ou sans consulter les Canadiens pour savoir ce qu'ils veulent et ce qu'ils estiment être bon pour notre pays. Prenez bonne note de nos propos et modifiez les lois de manière à ce qu'elles soient uniformes partout au Canada; et assurez-vous que chacun d'entre nous puisse se faire entendre en tant que contribuable qui paie vos salaires; nous avons le droit d'être protégés, de nous sentir en sécurité et d'avoir voie au chapitre pour les décisions qui nous touchent et qui influent sur notre avenir.

Soumis respectueusement, Beverly AllenRossland, C.-B.